

[Traduction]

L'EMPLOI

M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, deux mois avant les dernières élections, la société ouest-allemande Thyssen AG a annoncé son intention de construire une usine de 58 millions de dollars à Bear Head, au Cap-Breton.

Cette usine devait fabriquer des véhicules blindés de transport de troupes et du matériel de lutte contre la pollution. Elle aurait donné du travail à 500 personnes directement et à 800 indirectement. Ce dont la société avait besoin et ce que le gouvernement fédéral lui laissait entrevoir, c'était la possibilité de soumissionner pour fabriquer des véhicules blindés de transport de troupes pour nos forces armées. Elle attend toujours d'en obtenir la possibilité.

Entre temps, des travailleurs spécialisés de ma circonscription, où le taux de chômage s'élevait à 17,7 p. 100 en 1989, sont forcés de quitter la région de l'Atlantique parce qu'ils n'y trouvent pas d'emploi; 17 346 Canadiens de l'Atlantique ont perdu leur emploi ou ont été victimes de compressions des effectifs depuis les élections de novembre 1988. Les réductions budgétaires dans le domaine de la défense pourraient coûter à elles seules jusqu'à 1 700 emplois à la région de l'Atlantique.

Pourtant, tout en promettant de sabrer dans les dépenses de défense afin de réduire le déficit budgétaire fédéral, le gouvernement actuel a accordé l'été dernier un contrat de fournisseur exclusif de 110 millions de dollars à la General Motors de London, en Ontario, pour la fabrication de véhicules blindés légers. Or, le taux de chômage y est de 4,4 p. 100.

Où est la justice économique? Quand le premier ministre va-t-il se rendre compte du fait que la région de l'Atlantique souffre d'une crise économique dont son gouvernement est le premier responsable? Si le gouvernement actuel veut. . .

M. le Président: Le temps de parole du député est expiré.

* * *

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ken James (Sarnia-Lambton): Monsieur le Président, durant le congé de Noël, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec un certain nombre de mes électeurs au sujet du projet de taxe sur les produits et services.

Questions orales

J'ai rencontré, le 9 janvier, un groupe d'entrepreneurs et de fournisseurs municipaux très attentifs et avides d'en savoir plus au sujet de cette taxe. Au début de notre rencontre, l'atmosphère était chargée d'antagonisme et d'une certaine appréhension.

Pourtant, après qu'on a parlé et que j'ai répondu à quelques questions d'ordre général et technique, l'atmosphère a changé du tout au tout. Ces représentants de la petite et de la moyenne entreprise ont mieux saisi la TPS et son utilité; ils savaient ce qui serait assujéti à la taxe et ce qui ne le serait pas, quels avantages leur entreprise pourrait tirer des crédits, quelles seraient leurs exigences en matière de déclaration et comment la TPS réduirait leurs frais d'administration ainsi que leur coût d'observation.

Nous avons eu le genre de discussion qui devrait avoir cours d'un bout à l'autre du pays. Le remplacement d'un régime fiscal n'est pas ce qu'il y a de plus simple.

Par conséquent, il est indispensable que tous les députés, y compris les députés d'en face, donnent à leurs électeurs le plus d'informations pertinentes et impartiales que possible au sujet de la TPS. Ce n'est que par ce moyen que les Canadiens pourront se former une opinion éclairée.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Ma question s'adresse au premier ministre.

Le 18 décembre dernier, le premier ministre a fait la déclaration suivante à la Chambre: «J'ai déjà déclaré, au nom du gouvernement et du peuple canadien, que nous aiderions les pêches et les localités de l'Atlantique aussi vigoureusement que nous avons soutenu les agriculteurs de l'Ouest.» C'est ce qu'il a dit avant Noël.

Or, aucun programme n'a encore été annoncé. Tout ce qu'il a fait, c'est recycler des subventions qui auraient de toute façon été dépensées dans la région s'il n'y avait pas eu de crise ni de mises à pied.

En disant qu'il n'y avait pas de crise dans la région de l'Atlantique, le premier ministre a laissé entendre à la Chambre et au pays tout entier que son gouvernement ne créerait aucun programme.